

Etude auprès du grand public sur l'Europe et les Fonds européens

Note de synthèse de l'étude qualitative et
de l'étude quantitative - Décembre 2013

Anne-Laure GALLAY
Directrice adjointe
Département Opinion Institutionnel
01 55 33 20 90
anne-laure.gallay@lh2.fr

Domitille HERMITE
Directrice d'études
Département Opinion Institutionnel
01 55 33 21 38
domitille.hermite@lh2.fr

Guillaume INIGO
Chargé d'études
Département Opinion Institutionnel
01 55 33 20 57
guillaume.inigo@lh2.fr

Sommaire

<u>PREAMBULE</u>	3
Contexte	3
Objectifs	3
Méthodologie	4
 <u>I. UNE RELATION AMBIGÜE A L'UNION EUROPEENNE</u>	 5
Un attachement stable à l'Europe	5
Un intérêt mitigé pour les questions européennes	6
Une Union européenne qui peine à convaincre de ses bénéfices	7
 <u>II. UN SENTIMENT D'INFORMATION A L'EGARD DE L'INTERVENTION DE L'UNION EUROPEENNE EN RETRAIT</u>	 9
Une baisse générale concernant le sentiment d'information à propos de l'action de l'UE	9
Une connaissance des Fonds en repli, hormis pour le FEADER qui progresse	11
Une connaissance des Fonds davantage portée par Internet et moins par les médias traditionnels qu'en 2008	11
 <u>III. UNE MECONNAISSANCE DES MODALITES DE DEPLOIEMENT DES FONDS</u>	 14
Une connaissance des secteurs d'interventions très parcellaire	14
Une moindre lisibilité des bénéficiaires des Fonds	16
 <u>IV. UNE CERTAINE RESERVE A L'EGARD DE L'EFFICACITE DE L'ACTION DE L'UNION EUROPEENNE</u>	 18
Un sentiment mitigé à l'égard de l'impact des Fonds européens sur la vie quotidienne...	18
...qui se double d'un manque de crédibilité de l'UE quant au contrôle de ces Fonds	19
 <u>CONCLUSION</u>	 20

Préambule

Contexte

Alors que la programmation 2007-2013 des Fonds européens arrive à son terme et que la future stratégie de communication 2014-2020 est en préparation, le comité de pilotage communication interfonds, coordonné par la Datar, a souhaité mieux connaître l'appréciation de l'intervention européenne par les citoyens. Le comité de pilotage a donc mandaté l'institut LH2, par l'intermédiaire de l'ASP, pour dresser un état des lieux de la perception et de la connaissance des Fonds et identifier des actions de progrès en matière de communication.

Objectifs

Le dispositif d'étude qualitatif et quantitatif mis en place par LH2 poursuit ainsi un double objectif :

- *Mesurer la notoriété et l'opinion du grand public à l'égard des Fonds européens et de l'Europe, notamment en comparaison aux enquêtes précédentes effectuées en début de programmation (2008) ;*
- *Identifier des axes de communication et messages permettant de susciter l'intérêt du grand public sur ces sujets.*

Pour :

- *Ajuster et optimiser les stratégies de communication sur les Fonds ;*
- *Outils les services et les régions dans l'élaboration de leurs stratégies 2014-2020.*

La phase qualitative devait répondre aux interrogations suivantes :

- *Qu'évoque l'Union européenne ? Quelle est l'image de l'Union européenne ? Quels sont ses atouts et ses faiblesses ? Comment l'opinion sur l'Europe a-t-elle évolué ? Quelles sont les missions de l'Union européenne ? Qu'apporte-t-elle aux pays membres ? Quel niveau d'information et quel intérêt pour le budget européen et les domaines financés par l'Union européenne ?*
- *Quels Fonds européens sont connus ? Quelle opinion à l'égard de ces Fonds ? Quels projets régionaux financés par les Fonds européens sont connus ? Quelle opinion à l'égard de l'intervention de l'Union européenne sur ces projets ?*
- *Quelle serait la communication idéale de l'Union européenne ? Quelles informations, quels messages faudrait-il diffuser ? Quel ton adopter ? Sur quels supports faudrait-il diffuser ces informations ? Quelle est l'opinion du grand public à l'égard des campagnes de communication européennes existantes ou en projet : quelles sont les bonnes pratiques à retenir ?*

La phase quantitative devait répondre aux objectifs suivants :

- *Appréhender la perception des Français à l'égard de l'Europe*
- *Mesurer la connaissance des Fonds européens et de l'action de l'Europe en régions*
- *Recueillir l'image des Fonds européens et des bénéficiaires perçus*
- *Comparer ces résultats aux mesures menées en 2008 afin de faire ressortir les évolutions entre le début et la fin de la programmation 2007-2013*

Méthodologie

1/ Phase qualitative exploratoire :

6 réunions de groupes ont été réalisées, permettant de recueillir le ressenti d'un large panel de profils concernant ce sujet, sur la base des critères suivants :

- des critères géographiques et régionaux, pour le choix des lieux des groupes (Lyon, Paris, Bordeaux, Angers, Montpellier, Baie-Mahault) :
 - o la diversité et l'intensité des aides accordées à la région
 - o l'importance des problèmes sociaux
 - o la dimension urbaine / rurale
 - o l'accessibilité pour assister aux groupes
- des critères sociodémographiques pour le recrutement des participants :
 - o le sexe
 - o l'âge
 - o le niveau social
 - o l'opinion à l'égard de l'Europe (à l'exception des europhobes, exclus).

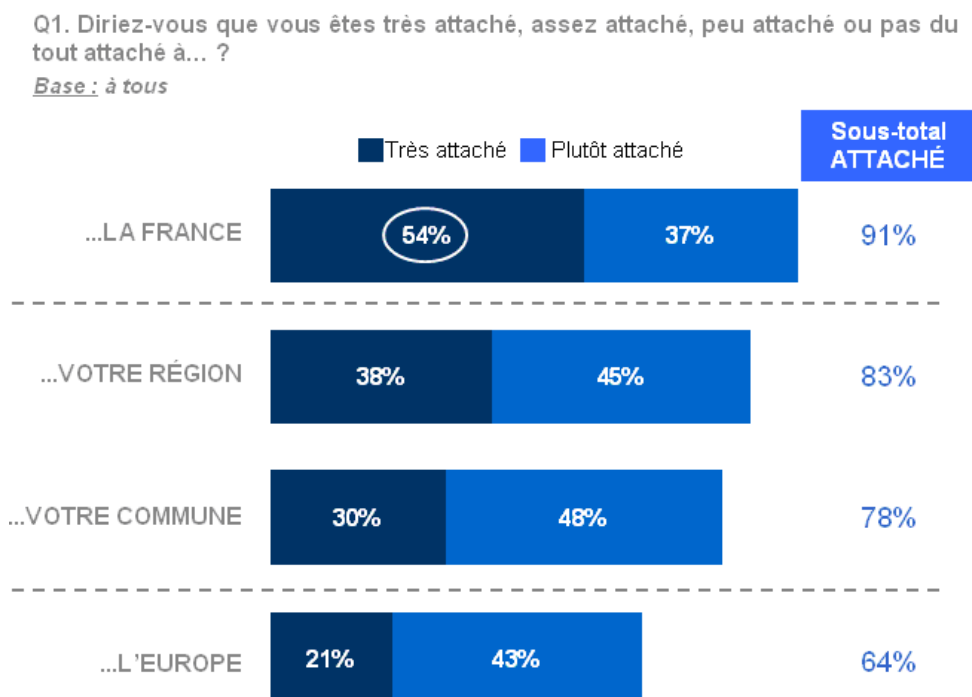
2/ Phase quantitative :

- Enquête téléphonique réalisée au domicile des personnes interrogées du 24 octobre au 13 novembre 2013.
- Echantillon de 5200 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, appliquée aux variables suivantes :
 - o Pour les interviews en métropole : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.
 - o Pour les interviews en DOM : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé et région.
- Un échantillon raisonné a été appliqué aux régions afin de disposer de bases suffisantes pour lire les résultats en détail : 200 interviews ont été réalisées dans chaque région, soit 4400 en métropole et 800 en DOM. Chaque région a ensuite été ramenée à son poids réel dans la population française lors du traitement informatique des résultats.

I. Une relation ambiguë à l'Union européenne

Un attachement stable à l'Europe

Le premier enseignement de cette étude est le suivant : malgré un contexte difficile traversé par l'Union européenne avec la crise des dettes souveraines, **l'attachement des Français à l'Europe reste stable entre 2008 et 2013**. 64% des Français disent être attachés à l'Europe (-1 point par rapport à 2008).



En effet, comme l'a montré la phase qualitative de l'étude, malgré les spécificités nationales, beaucoup de participants se retrouvaient dans ce que l'on pourrait appeler « un socle commun » : des histoires, des valeurs, des cultures relativement proches, pour ne pas dire communes. De plus, l'absence de contrôles aux frontières et la facilité qu'ont les européens à se déplacer d'un pays membre à un autre contribuent à ce sentiment d'appartenance.

Toutefois le niveau d'attachement à l'Europe reste très inférieur à celui observé pour la France (91%), la région (83%) ou la commune (78%), échelons géographiquement plus proches et perceptibles. Néanmoins l'intensité de l'attachement à l'Europe ne se dégrade pas autant que sur les autres territoires : nous pouvons observer des baisses de -4 à -5 points de la proportion de personnes « tout à fait » attachées à ces territoires, là où ce score reste relativement stable pour l'Europe (-2 points, à 21%).

Dans le détail, certains profils particulièrement europhiles se détachent : les plus jeunes (18-24 ans : 68%) et les plus âgés (65 ans et plus : 68%), les cadres (76%), les habitants de l'agglomération parisienne (73%). A contrario, les catégories socioprofessionnelles les plus précaires (employés et ouvriers : 57%), les personnes les moins diplômées (inférieur au Bac : 58%), et les habitants des communes rurales (moins de 2.000 habitants : 59%) ont un attachement significativement moins marqué à l'Europe.

D'autre part, les sympathisants du centre (76%), de la gauche (71%) et de la droite (68%) sont plus attachés à l'Europe que les sympathisants de l'extrême gauche (55%) ou de l'extrême droite (36%). Soulignons de plus que les résidents des régions ultrapériphériques françaises, se caractérisant par un attachement très prononcé à leur région, se disent significativement, et sans surprise, moins attachés à l'Europe qu'en métropole (52% vs 64%).

Ces profils très spécifiques sont à retenir car ils structurent en très grande partie l'ensemble des résultats de l'enquête. Nous retrouverons principalement les oppositions suivantes :

Résultats globalement plus favorables à l'UE	Résultats globalement moins favorables à l'UE
Cadres Retraités	Employés Ouvriers
Agglomération parisienne	Communes moyennes et rurales
Diplômés de Bac+3 et plus	Peu ou pas diplômés (<Bac)
Moins de 25 ans 65 ans et plus	50-64 ans

Un intérêt mitigé pour les questions européennes

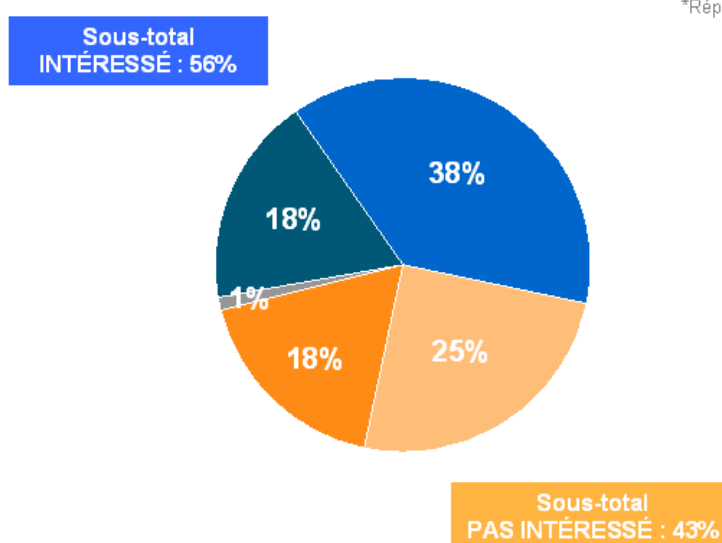
Alors que les 2/3 des Français sont attachés à l'Europe, un peu plus de la moitié (56%) se dit intéressée par les questions européennes.

Q3. Diriez-vous que vous êtes très intéressé, assez intéressé, peu intéressé ou pas du tout intéressé par les questions européennes ?

Base : à tous

■ Très intéressé ■ Assez intéressé ■ Peu intéressé ■ Pas du tout intéressé ■ Ne se prononce pas*

*Réponse non suggérée



Ce chiffre doit néanmoins être relativisé :

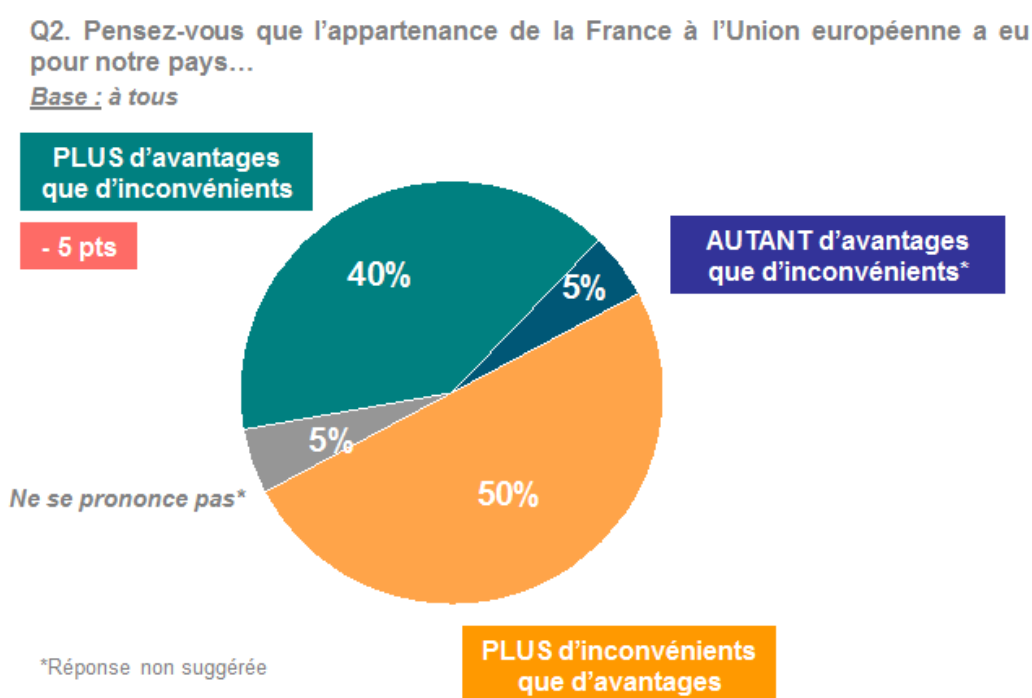
- par sa faible intensité (seuls 18% se disent « tout à fait » intéressés) ;
- par le fait que cet intérêt ne se concrétise pas forcément par une démarche active de recherche d'information. Les répondants de la phase qualitative avaient exprimé le besoin d'une info « push » : « Ce serait bien que l'information vienne à nous. » (Guadeloupe).

Si les hommes (59%), les plus âgés (65 ans et plus : 66%) et les plus diplômés (Bac+3: 67% / Bac+4 et plus : 82%) se distinguent par un intérêt plus marqué que la moyenne nationale pour les questions européennes, les moins diplômés (Diplôme < Bac : 45%) et les plus jeunes (Moins de 35 ans : 49%) ne sont majoritairement pas intéressés.

Une Union européenne qui peine à convaincre de ses bénéfices

Toutefois, les Français semblent avoir une vision plus critique de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne qu'il y a 5 ans.

Seulement 40% des Français y voient plus d'avantages que d'inconvénients, proportion en baisse de 5 points par rapport à 2008. La moitié d'entre eux y voient plus d'inconvénients que d'avantages (50%) et 5% y voient autant d'avantages que d'inconvénients, une vision sans doute en lien avec le faible niveau d'information sur l'UE, qui participe indirectement à l'entretien de cette image négative (et lointaine). En effet, comme l'a démontré la phase qualitative, il existe une demande d'information sur le fonctionnement, le rôle, les missions, et surtout l'apport de l'Europe, afin que l'appartenance à l'Union européenne soit davantage ressentie comme un attribut utile : « On ne comprend pas trop ce que ça nous apporte d'être européen plus que français. Ça a été bien expliqué au début et après plus du tout. » (Montpellier).



Si l'idée d'Europe n'est pas rejetée par les Français (attachement stable), les bénéfices perçus quant à leur intégration dans l'institution politique qu'est l'Union européenne sont difficilement perceptibles. Moins europhobes qu'eurosceptiques, **les Français semblent croire au destin commun européen mais mettent en doute la construction telle qu'elle est menée**, et des retombées concrètes pour les pays et les citoyens.

Preuve supplémentaire d'un manque de confiance à l'égard de l'UE, les Français se classent parmi les européens les plus sceptiques quant à la possibilité pour l'UE de les protéger des effets négatifs de la mondialisation : 56% ne sont pas d'accord avec cette affirmation, derrière les chypriotes, les grecs et les slovènes¹.

Le contexte de dégradation économique de la zone euro joue certainement dans la perception plus négative de l'Europe. Il est d'ailleurs intéressant de souligner la contingence entre bénéfice perçu de l'appartenance à l'Union européenne et taux de chômage. Nous obtenons les résultats suivants :

	% Plus d'avantages que d'inconvénients UE	% Chômage
Ile-de-France	47%	9,1%
Rhône-Alpes	47%	9,3%
Pays de la Loire	46%	9,4%
Moyenne métropolitaine	40%	10,5%
Nord-Pas-de-Calais	29%	13,9%
Lorraine	28%	11,0%
Picardie	25%	12,4%

Source : Insee, Taux de chômage localisés (2^{ème} trimestre 2013)

Nous voyons ainsi que les 3 régions percevant le plus des avantages à l'appartenance à l'Union européenne font partie des régions les moins touchées par le chômage. Ce sont aussi des régions à populations plus diplômées et moins précaires que la moyenne. A contrario, les 3 régions percevant le moins les avantages de l'appartenance de la France à l'UE sont connues pour leurs difficultés économiques.

La particularité des territoires d'outre-mer s'observe ici encore une fois. Pour rappel, ils faisaient partie des régions les moins attachées à l'Europe, mais ressortent ici comme voyant plus d'avantages que la moyenne à l'appartenance à l'UE : 43% contre 40% pour la métropole, probablement du fait de l'intensité des aides européennes qui leur sont accordées.

Enfin, la proximité partisane est, encore une fois, un élément discriminant majeur : les sympathisants du centre (54%), de la gauche (52%) et de la droite (44%) voient significativement plus d'avantages que d'inconvénients, au contraire des sympathisants de l'extrême gauche (33%) et de l'extrême droite (14%).

Les participants à la phase qualitative ont toutefois exprimé une volonté de rester optimistes et d'aller de l'avant. En effet, tous s'accordaient à dire que l'Europe n'est « **pas terminée** » (Montpellier), ou « **en construction** » (Bordeaux). Aux yeux des participants, qui demeuraient finalement relativement confiants en l'avenir de l'Europe, il reste donc encore des efforts à fournir pour aller vers plus d'unité, plus d'homogénéité, et pour renforcer l'Europe sur le plan économique.

¹ Donnée issue de l'Eurobaromètre n°79 – Printemps 2013

II. Un sentiment d'information à l'égard de l'intervention de l'Union européenne en retrait

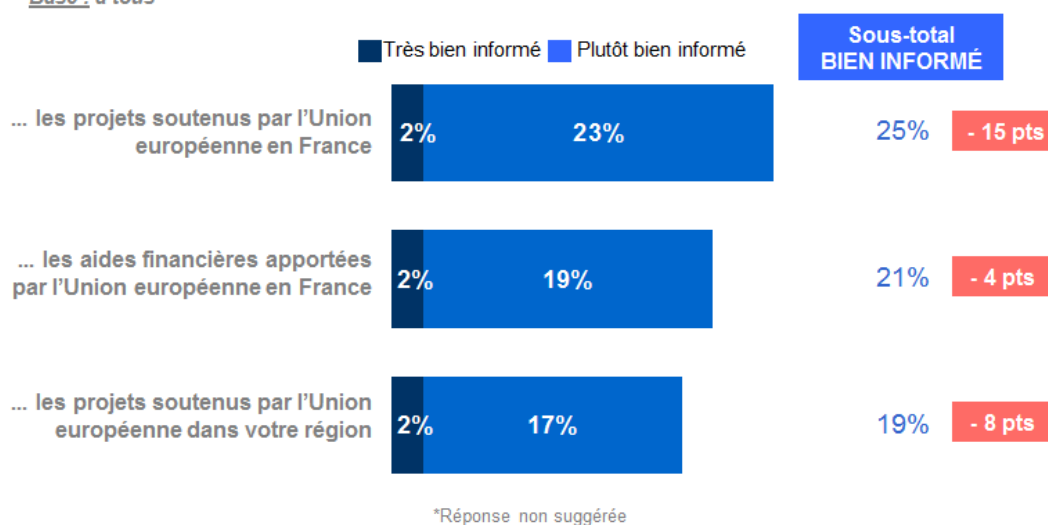
Une baisse générale concernant le sentiment d'information à propos de l'action de l'UE

En lien avec une perception moindre des avantages de l'UE, le sentiment d'information à l'égard des projets et des aides financières de l'Union européenne en France et en régions est en net repli par rapport à 2008.

Seul un quart des Français se dit bien informé des projets soutenus par l'UE en France (25%), proportion en retrait de 15 points par rapport à la mesure précédente (2008). Cette proportion est d'1 Français sur 5 lorsqu'il s'agit du sentiment d'information concernant les aides financières apportées par l'UE en France (21%, -4 points) ou en région (19%, -8 points).

Q4. Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très bien informé, plutôt bien informé, plutôt mal informé ou très mal informé sur...

Base : à tous



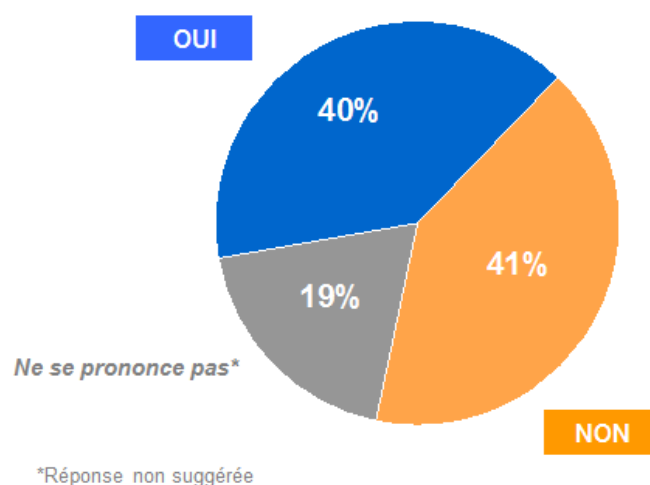
A savoir si nous avons à faire à une attente plus soutenue de la part des Français en termes d'information concernant l'action de l'UE ou à une réelle sous exposition à l'information, l'enseignement est à souligner.

Dans un contexte où l'attachement à l'Europe se maintient et l'intérêt pour les questions européennes existe, ces niveaux d'information apparaissent décevants. Les baisses observées entre 2008 et 2013 peuvent s'expliquer par un contexte dégradé de la zone euro, laissant peu de place médiatique aux actions et interventions concrètes dans les différents états-membres, hormis les mesures de rigueur demandées par Bruxelles.

Si les Français s'estiment mal informés des projets soutenus par l'UE dans leur région (19%), ils sont toutefois 40% à penser que leur région en bénéficie : il s'agit donc davantage d'une supposition que d'une connaissance précise des interventions réalisées.

Q9. D'après ce que vous en savez, des projets ont-ils été financés par l'Union européenne dans votre région ?

Base : à tous



Autour de ces deux questions, hormis les profils classiques se dégageant sur la connaissance des projets en région, soulevons 3 points :

- des profils repérés comme particulièrement attachés à l'Europe (résidents d'agglomération parisienne, 18-24 ans) sont ici sous-représentés comme ayant connaissance de projets en région (respectivement 35% et 34% vs 40% en moyenne), preuve que l'attachement à l'idée européenne n'est pas totalement corrélé à l'évaluation concrète des actions de l'institution européenne ;
- les agriculteurs (71%), les personnes travaillant à leur compte (51%) et les salariés d'associations (45%) semblent plus exposés à l'information concernant les financements de l'UE en région, probablement de par leur nature de bénéficiaires potentiels des aides ;
- les régions d'outre-mer, moins attachées à l'Europe que la moyenne, sont toutefois plus au fait de l'action de l'UE sur leur territoire (76%).

% Sait que des projets sont financés en région					
ST Métropole	39%	Alsace	43%	ST DOM	76%
Picardie	27%	Poitou-Charentes	43%	Guyane	69%
Haute-Normandie	34%	Provence-Alpes-Côte d'Azur	43%	Guadeloupe	72%
Nord-Pas-de-Calais	34%	Bourgogne	44%	Martinique	77%
Pays de la Loire	34%	Bretagne	45%	La Réunion	78%
Ile-de-France	35%	Aquitaine	47%		
Lorraine	35%	Midi-Pyrénées	47%		
Centre	36%	Limousin	48%		
Rhône-Alpes	37%	Basse-Normandie	49%		
Franche-Comté	38%	Auvergne	52%		
Champagne-Ardenne	41%	Corse	60%		
Languedoc-Roussillon	42%				

Notons que si les Français ont une connaissance limitée de l'intervention européenne en région, lorsqu'ils sont explicités, les Fonds et les exemples de projets financés par l'UE reçoivent un accueil favorable.

En effet, l'intervention européenne, telle qu'elle apparaissait dans les exemples de projets régionaux soumis aux participants des groupes qualitatifs, surprenait agréablement. Ces projets montrent effectivement l'étendue de l'intervention européenne (jusque dans le domaine du social), alors qu'au préalable, les participants ne soupçonnaient pas une telle variété dans les champs d'intervention de l'Union européenne : « *Aujourd'hui on voit l'intervention européenne dans les labels, pour le bio par exemple, dans l'importation sans taxes supplémentaires, mais on n'imaginait pas une intervention de l'Europe pour des choses comme ça.* » (Montpellier).

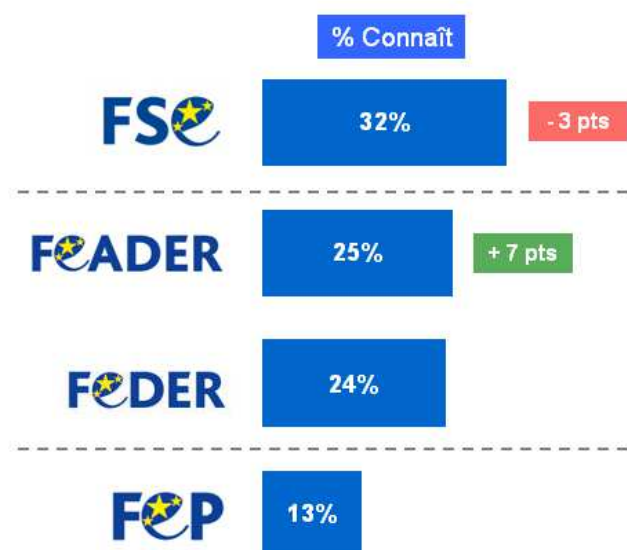
Une connaissance des Fonds en repli, hormis pour le FEADER qui progresse

Pour ce qui est de la connaissance plus spécifique des Fonds européens, des évolutions notables sont à souligner. Précisons toutefois que la majorité des répondants ne connaît pas (ou seulement de nom) les différents Fonds, leurs noms et leurs acronymes (FSE, FEDER, FEADER, FEP), enseignement commun aux phases qualitative et quantitative de l'étude. De plus, ils ont une **connaissance assez limitée de l'étendue des domaines d'intervention** de l'Europe.

Le FSE reste le Fonds européen le plus connu (32%), malgré un repli de 3 points depuis 2008. Nous assistons toutefois à une progression importante de la notoriété du FEADER (+7 points, à 25%), 2^{ème} Fonds le plus connu. Rappelons simplement que lors de la précédente enquête, l'appellation FEADER venait d'être créée (anciennement « FEOGA orientation » jusqu'en 2007), expliquant son faible niveau de notoriété en 2008 (18%).

D'autre part, le niveau de connaissance du FEDER (+1 points, à 24%) et du FEP (-2 points, à 13%) est relativement stable par rapport à 2008. Ce dernier Fonds reste encore très peu connu du grand public. Il représente toutefois un volume financier peu important au regard des sommes engagées sur les autres Fonds (FEDER, FEADER, FSE).

Q5. Vous personnellement, connaissez-vous, ne serait-ce que de nom... ?
Base : à tous



Au global, la connaissance générale des Fonds européens est en repli : 51% des Français connaissent au moins un Fonds, -4 points par rapport à 2008. Comme en 2008, près d'un quart des Français connaît un seul Fonds (24%, +1 point), mais la proportion de personnes connaissant plusieurs Fonds baisse de 5 points (à 27%).

Connaissance des Fonds et opinion à l'égard de l'appartenance de la France à l'UE sont fortement corrélées : 48% des personnes connaissant au moins un Fonds, et 52% des personnes connaissant plusieurs Fonds estiment que l'appartenance à l'UE est plus un avantage qu'un inconvénient (40% en moyenne). A contrario, 58% des Français ne connaissant aucun Fonds estiment qu'il y a plus d'inconvénients que d'avantages à faire partie de l'UE (50% en moyenne).

Les profils ressortant régulièrement dans les enquêtes comme étant les plus informés en général se distinguent ici : les hommes, dont 30% déclarent connaître plusieurs Fonds (contre 27% en moyenne), les 65 ans et plus (34% connaissent plusieurs Fonds), les cadres (36% connaissent plusieurs Fonds) et les plus diplômés (Bac+3 et plus : 43% connaissent plusieurs Fonds).

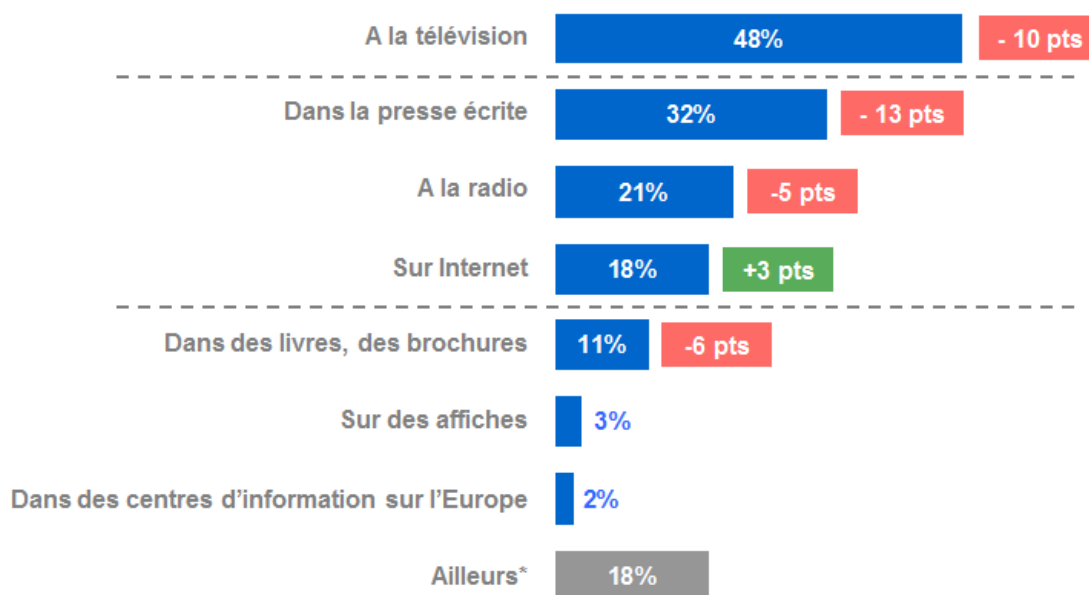
D'autre part des profils ayant une proximité plus grande avec les Fonds européens dans le cadre de leur profession se distinguent :

- **les agriculteurs :** 79% connaissent au moins un Fonds, plus particulièrement le FEADER (62% vs 25% en moyenne) et le FEDER (58% vs 24% en moyenne) ;
- **les salariés du public :** 56% connaissent au moins un Fonds, plus particulièrement le FSE (38% vs 32% en moyenne) et le FEDER (28%) ;
- **les salariés du secteur associatif :** 56% connaissent au moins un Fonds, plus particulièrement le FSE (54%).

Une connaissance des Fonds davantage portée par Internet et moins par les médias traditionnels qu'en 2008

Les principaux vecteurs de notoriété des Fonds européens restent les médias grand public, dont la télévision en est le principal.

Q6. Vous m'avez dit connaître, ne serait-ce que de nom, un ou plusieurs des Fonds européens cités précédemment. Où en avez-vous entendu parler ? Deux réponses possibles
Base : à ceux connaissant au moins un Fonds européen



*Réponse non suggérée

La moitié des personnes connaissant au moins un Fonds déclarent en avoir d'abord entendu parler par la télévision, un chiffre en recul de 10 points depuis 2008. Viennent ensuite la presse écrite (32%, -13 points) et la radio (21%, -5 points), autre média en perte de vitesse.

Soulignons toutefois que la connaissance des Fonds via Internet progresse de 3 points entre 2008 et 2013 (à 18%), croissance contingente à une communication renforcée sur ce média lors des dernières années (site « l'Europe en France », sites régionaux, vidéos en ligne...). Toutefois ce média peut révéler assez vite ses limites, les profils touchés étant déjà en majorité des euro-convaincus (jeunes, cadres, diplômés), et ce média demandant une recherche d'information proactive alors que le grand public est en attente d'informations allant directement à lui.

III. Une méconnaissance des modalités de déploiement des Fonds

Une connaissance des secteurs d'interventions très parcellaire

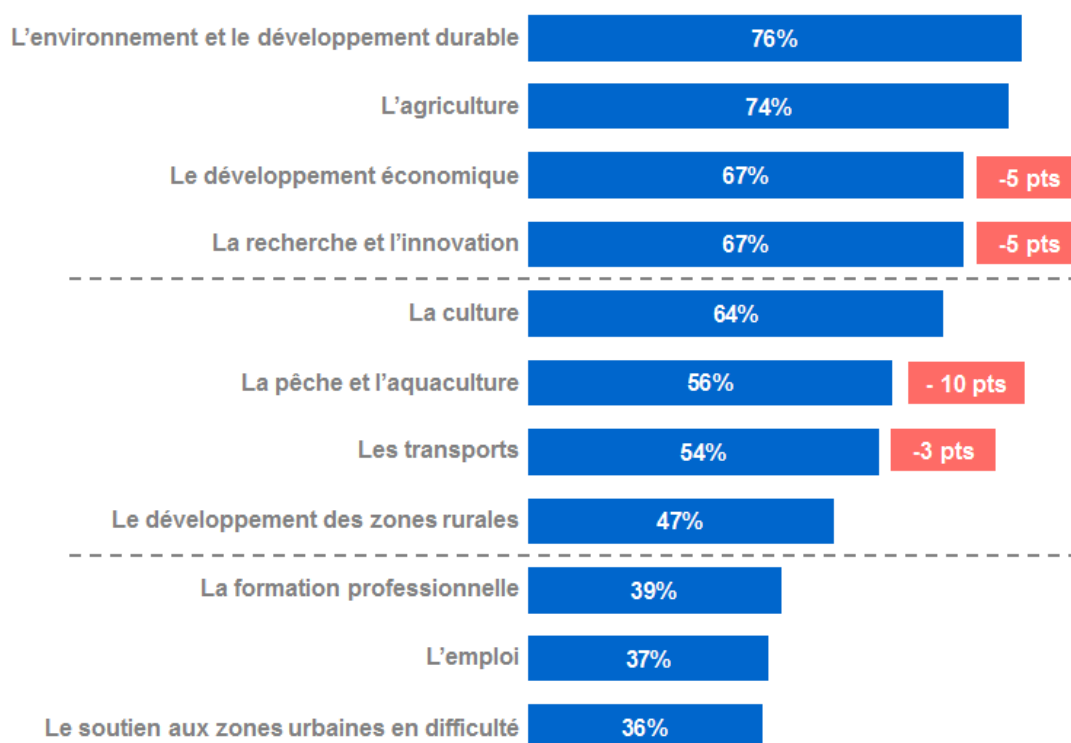
Si certains secteurs d'intervention sont clairement identifiés comme bénéficiaires des financements européens, d'autres domaines, pourtant clefs de l'action publique européenne, sont largement ignorés.

Les trois-quarts des Français identifient bien l'intervention de l'UE dans l'environnement et le développement durable (76%) ainsi que l'agriculture (74%), à des taux équivalents à ce qui a été observé en 2008. L'aide aux agriculteurs, et notamment la PAC, est en effet assez médiatisée en France. Toutefois, dans la même famille d'interventions, signalons le net repli de la pêche et l'aquaculture (-10 points), à 56%.

Si le développement économique (67%) et la recherche et l'innovation (67%) restent des secteurs particulièrement cités, ils enregistrent néanmoins un recul de 5 points par rapport à 2008.

Q7. Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement, à travers ces Fonds européens, dans les domaines suivants en France ?

Base : à tous



Soulignons que des secteurs d'interventions de l'UE les moins connus des Français, la formation professionnelle (39%) et l'emploi (37%) sont à traiter spécifiquement. Ces domaines, pourtant importants notamment via le FSE, demeurent toujours largement méconnus.

A l'image de ce qui a été mesuré lors de la phase quantitative du dispositif, une connaissance assez limitée de l'étendue des domaines d'intervention de l'Europe est ressortie des groupes qualitatifs. Les participants citaient ainsi principalement l'agriculture, la recherche, les infrastructures. A l'inverse,

l'emploi et la formation étaient le plus souvent occultés et non cités spontanément comme une priorité dans la gestion du budget européen.

De plus, des domaines d'intervention les moins connus, l'emploi fait partie des préoccupations premières des Français : 74% des actifs Français citent l'emploi comme sujet de préoccupation quotidienne², d'où peut-être un effet déceptif à l'égard de l'UE dont on a peu le sentiment qu'elle agit sur les sujets primordiaux.

En investissant ces deux champs d'action en matière de communication, l'UE pourrait ainsi démontrer sa proximité avec les citoyens et son efficacité dans les financements investis, comme le suggèrent les réactions recueillies lors des groupes qualitatifs. Il est ressorti de ces groupes un **vif intérêt de la part des participants pour l'intervention européenne telle qu'elle leur a été présentée**. En formulant des regrets sur le fait de ne pas avoir été avertis plus tôt, ils exprimaient un besoin d'information sur l'existence même de ce type de financements : **« Je suis contente de voir qu'il y a cette solidarité, c'est des choses dont on devrait parler plus. Avec ça on voit que l'Europe tient ses promesses mais on n'était pas au courant avant. »** (Paris).

Pour finir, le domaine d'action le moins cité est le soutien aux zones urbaines en difficulté (36%), très en deçà du soutien aux zones rurales et largement méconnu par rapport à la réalité des investissements dans ce domaine. Signalons néanmoins que cette intervention est particulièrement identifiée par les régions d'outre-mer (52% vs 35% en métropole) et en Ile de France (38%), bénéficiaires importants dans ce domaine.

Il est intéressant de noter que si le FSE est le Fonds le plus connu des Français (32%), les secteurs d'interventions de ce Fonds sont les moins cités comme faisant partie du champ des financements européens : formation professionnelle, emploi, soutien aux zones urbaines en difficulté.

En général, les hommes, les moins de 35 ans, les plus diplômés et les sympathisants de la gauche et du centre identifient mieux les domaines d'actions. Soulignons toutefois que les plus âgés (65 ans et plus), pourtant plus attachés à l'Europe et plus intéressés par les questions européennes, semblent moins bien identifier les domaines d'interventions de l'UE que la moyenne.

En complément de ces domaines, le questionnaire de l'enquête proposait une liste d'exemples de projets concrets et les interviewés devaient dire s'ils les pensaient financés par l'UE.

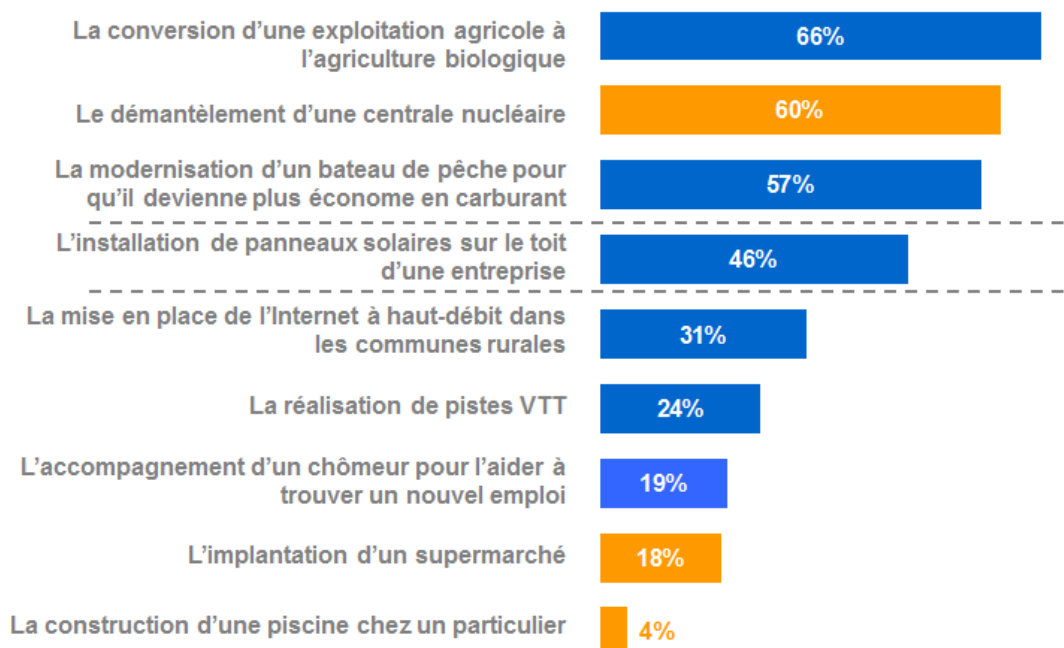
A l'énoncé de ces exemples, le projet le plus attribué à des financements de l'UE a trait à l'agriculture : 66% des répondants estiment que « la conversion d'une exploitation agricole à l'agriculture biologique » est un projet pouvant bénéficier de l'aide européenne.

Plus généralement, les projets en lien avec le développement durable ou l'environnement sont les mieux identifiés : 57% citent « la modernisation d'un bateau de pêche pour qu'il devienne plus économe en carburant » et 46% « l'installation de panneaux solaires sur le toit d'une entreprise ».

² Sondage LH2 pour la société « DOM Plus » réalisé par téléphone les 4 et 5 octobre 2013

Q11. Nous allons maintenant vous citer des exemples de projets. Pour chacun d'entre eux, dites-moi si, selon vous, l'Union européenne les finance.

Base : à tous



En miroir à ce que nous avons pu observer précédemment, c'est-à-dire la faible identification d'une action européenne à l'égard de l'emploi et la formation professionnelle, le projet « d'accompagnement d'un chômeur pour l'aider à trouver un nouvel emploi » n'est cité que par 19% des Français. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les personnes en recherche d'emploi (28%) et certaines régions particulièrement touchées par le chômage (Lorraine : 23% ; Nord-Pas-de-Calais : 22%) citent davantage ce projet comme potentiellement financé par les Fonds européens.

Concernant des projets pouvant plus particulièrement avoir un impact sur le quotidien des Français, « la réalisation de pistes VTT » (24%) et « la mise en place de l'internet à haut-débit dans les communes rurales » (31%), font partie des projets les moins bien identifiés. Concernant ce dernier projet, soulignons que les communes rurales ne ressortent pas comme connaissant plus l'intervention de l'UE sur ce type de sujets.

Par ailleurs, si « la construction d'une piscine chez un particulier » a été, à juste titre, peu citée (4%), tout comme « l'implantation d'un supermarché » (18%), 60% des Français estiment, à tort, que « le démantèlement d'une centrale nucléaire » est un projet pouvant bénéficier d'aides européennes. Ce résultat (2^{ème} projet le plus cité), indique une connaissance non seulement parcellaire mais parfois erronée de l'action des Fonds.

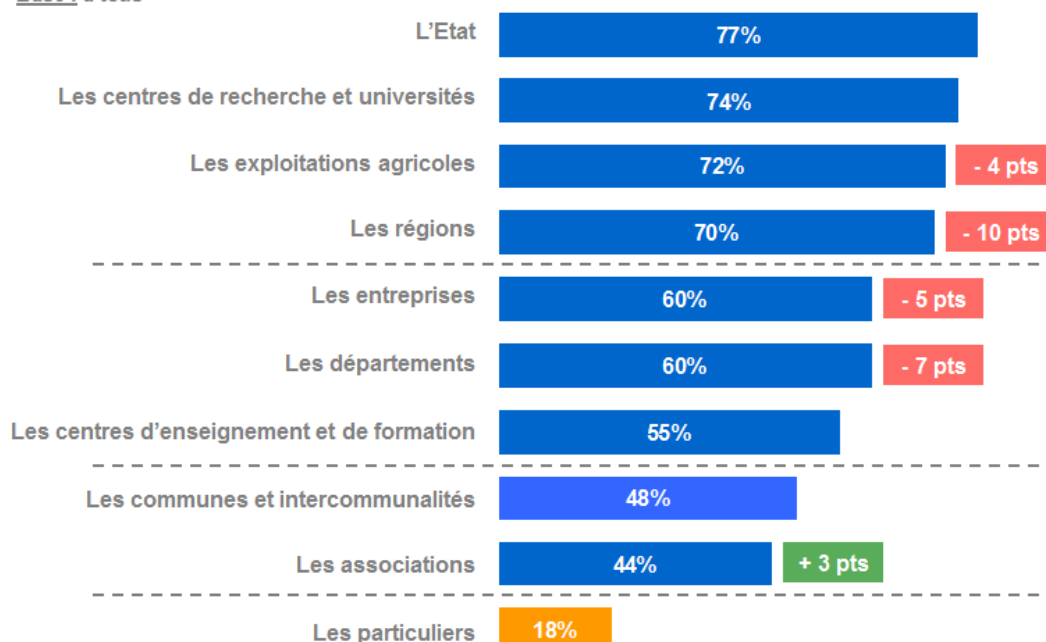
Une moindre lisibilité des bénéficiaires des Fonds

Si l'Etat reste identifié comme le premier bénéficiaire potentiel des financements européens, les échelons administratifs locaux sont en retrait cette année (régions, départements) ou restent à un niveau d'identification faible (communes et intercommunalités : 48%). D'autres structures sont en baisse par

rapport à 2008 : les exploitations agricoles (-4 points, à 72%) et les entreprises (+5 points, à 60%). Seules les associations progressent par rapport à la précédente vague de l'enquête (+3 points, 44%).

Q8. A votre avis, les structures et acteurs suivants bénéficient-ils ou peuvent-ils bénéficier de ces Fonds européens ?

Base : à tous



L'identification des bénéficiaires reste disparate selon la proximité des interviewés avec les Fonds et les structures. Ainsi, les agriculteurs sont 95% à identifier les exploitations agricoles, les salariés du public sont 55% à identifier les communes et intercommunalités, ou encore **53% des salariés du secteur associatif, et plus intéressant, 56% des demandeurs d'emploi, identifient les associations** comme bénéficiaires potentiels.

Notons enfin que 18% des Français pensent que des particuliers peuvent bénéficier de financements de l'UE : ce taux atteint 30% dans les régions d'outre-mer. Il faut savoir que dans des cas bien ciblés et très encadrés, les particuliers peuvent bénéficier de certains Fonds européens. Les particuliers n'étant néanmoins pas la cible prioritaire des Fonds européens, il convient de tempérer cette perception qui peut paraître surestimée.

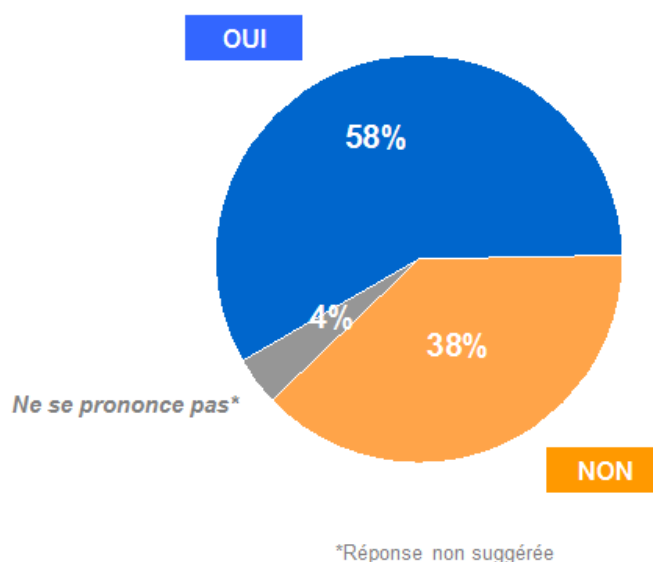
IV. Une certaine réserve à l'égard de l'efficacité de l'action de l'Union européenne

Un sentiment mitigé à l'égard de l'impact des Fonds européens sur la vie quotidienne...

Malgré une connaissance mitigée des conditions de déploiement des Fonds européens, et une vision critique quant à l'apport de l'UE, **près de 6 Français sur 10 estiment que les Fonds européens financent des actions pouvant avoir un impact sur leur vie quotidienne.**

Q10. Pensez-vous que les Fonds européens financent des actions et projets pouvant avoir un impact sur votre vie quotidienne ?

Base : à tous



Un paradoxe est à soulever : les plus jeunes (18-24 ans : 55%) et les plus âgés (65 ans et plus : 54%), pourtant majoritairement soutiens de l'UE, ont moins le sentiment que la moyenne que les Fonds européens ont un impact sur leur vie quotidienne.

Les populations les plus fragilisées se démarquent comme plus circonspectes quant à l'impact de l'UE sur leur vie quotidienne : les ouvriers (46%), les personnes ayant un diplôme inférieur au bac (46%), et les résidents des régions Picardie (49%) et Lorraine (46%) notamment. Rappelons ici que ces profils se distinguent pas une connaissance moindre des Fonds européens.

Les régions ultrapériphériques françaises se distinguent une fois de plus : 65% des résidents d'outre-mer estiment que les Fonds européens financent des actions pouvant avoir un impact sur leur vie quotidienne.

La connaissance plus précise du fonctionnement de l'intervention européenne de la part des Guadeloupéens et leur perception plus marquée de l'impact des Fonds dans leur quotidien étaient déjà ressorties lors de la phase qualitative : « *L'Europe intervient beaucoup dans notre vie de tous les jours. Il ya une participation financière de l'Europe qui fait avancer certaines choses en Guadeloupe.* » (Guadeloupe).

% Les Fonds financent des actions et projets pouvant avoir un impact sur la vie quotidienne					
ST Métropole	57%	Nord-Pas-de-Calais	57%	ST DOM	65%
Lorraine	46%	Pays de la Loire	58%	Martinique	65%
Alsace	48%	Aquitaine	59%	Guyane	65%
Picardie	49%	Languedoc-Roussillon	59%	Guadeloupe	66%
Champagne-Ardenne	53%	Ile-de-France	60%	La Réunion	66%
Franche-Comté	55%	Corse	60%		
Auvergne	55%	Basse-Normandie	61%		
Haute-Normandie	56%	Poitou-Charentes	61%		
Bourgogne	56%	Midi-Pyrénées	63%		
Rhône-Alpes	56%	Limousin	63%		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	56%	Bretagne	66%		
Centre	57%				

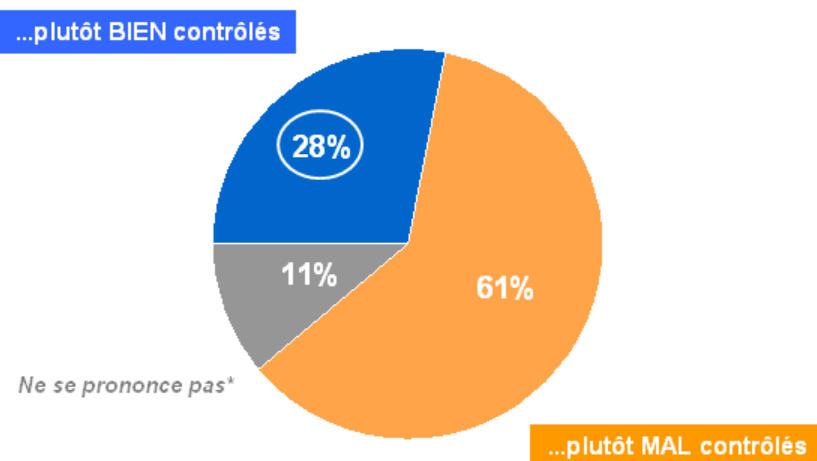
...qui se double d'un manque de crédibilité de l'UE quant au contrôle de ces Fonds

Le sujet du contrôle des Fonds européens a été évoqué spontanément par plusieurs participants à la phase qualitative, une demande d'information sur l'efficacité des projets mis en œuvre et l'utilisation des sommes investies avait émergé : « On a besoin de savoir si c'est bien dépensé, qu'il n'y a pas d'abus. » (Angers).

De fait, la question méritait d'être posée car visiblement l'UE ne bénéficie pas d'un crédit important sur le sujet : seuls 28% des Français estiment que les financements européens sont plutôt bien contrôlés.

Q12. Selon vous, les financements européens accordés aux projets sont-ils... ?

Base : à tous



*Réponse non suggérée

Ainsi, 6 Français sur 10 estiment que l'UE contrôle plutôt mal ces financements. Si les profils les moins favorables à l'UE ressortent ici (50-64 ans : 65% ; non diplômés : 67% ; ouvriers : 68%), les personnes ayant une proximité plus grande avec les Fonds, et connaissant probablement mieux les modes de gestion, sont plus optimistes : les agriculteurs (46%), les salariés du secteur associatif (54%) notamment.

Conclusion

Comme l'avait déjà présenté la phase qualitative de cette étude, **une certaine défiance à l'égard de l'Union européenne en tant qu'institution, est installée chez les Français, même si l'idée de construction européenne reste acceptée, voire désirée.**

Cette phase quantitative souligne de plus la dégradation de cette perception de l'Europe via le **recul des principaux indicateurs** de l'enquête par rapport à 2008 :

- **moins d'avantages perçus de l'adhésion à l'Union européenne ;**
- **un sentiment d'information à l'égard de l'action de l'UE en retrait ;**
- **une connaissance des Fonds européens et des modalités de leur déploiement qui stagne ou se détériore.**

Si une partie de la défiance vis-à-vis de l'UE est certainement due au contexte économique dégradé depuis 2008, **des axes de communication soulevés en phase qualitative pourraient améliorer l'image de l'Union européenne :**

- **souligner l'impact que peut avoir dans le quotidien des Français l'action de l'UE via des réalisations concrètes, notamment à l'échelon local ;**
- **communiquer à propos de projets en lien avec les préoccupations majeures des Français, et en premier lieu l'emploi ;**
- **rassurer dans un second temps sur le contrôle et la bonne utilisation des financements.**

Cette communication doit être aussi large et massive que possible de manière à faire évoluer de façon significative la notoriété de l'intervention européenne. La campagne de communication à venir devrait pouvoir satisfaire ce point, d'autant qu'elle interviendra dans le difficile contexte déjà évoqué.

Une articulation entre les actions de communication nationales et les actions régionales sera certainement l'opportunité qui permettra à l'Union européenne de s'adresser plus précisément à ses citoyens via des exemples concrets de projets à l'échelle locale.